

Service prévention des risques anthropiques
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 Strasbourg

Strasbourg, le 17 juillet 2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29 août 2023

Partie nominative

MBF Environnement

15 ALLEE DES PEUPLIERS
67160 Wissembourg

Affaire suivie par : Sylvie PLANCY
Téléphone : 03 88 13 06 22
Courriel : sylvie.plancy@developpement-durable.gouv.fr
Références : 0006700557 SP/AR

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 29 août 2023 de l'établissement MBF Environnement implanté 15 ALLEE DES PEUPLIERS à Wissembourg (67160). Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :

- Sylvie PLANCY, Service prévention des risques anthropiques, Pôle risques chroniques, inspectrice de l'environnement

Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :

- Mme Célia MURA-BORNIGAL, société DERICHEBOURG

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspectrice de l'environnement Sylvie Plancy	La coordinatrice de la mission reconquête des territoires dégradés : Ophélie JAMAIN	Le Chef du Pôle Risques Industriels Chroniques Santé Environnement : Mohamed KHEDJOUT Par délégation

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 29 août 2023 de l'établissement MBF Environnement implanté 15 ALLEE DES PEUPLIERS à Wissembourg (67160), les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Madame la Préfète les propositions suivantes.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

Service prévention des risques anthropiques
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 Strasbourg

Strasbourg, le 17 juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29 août 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MBF Environnement

15 ALLÉE DES PEUPLIERS
67160 Wissembourg

Références : 0006700557 SP/AR

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29 août 2023 de l'établissement MBF Environnement implanté 15 ALLEE DES PEUPLIERS à Wissembourg (67160). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MBF Environnement
- 15 ALLEE DES PEUPLIERS 67160 Wissembourg
- Code AIOT : 0006700557
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MBF a exploité à Wissembourg, des installations de tri-transit-regroupement de déchets dangereux et non dangereux et notamment de déchets métalliques autorisés par arrêté du 24 mai 2011.

Elle a notifié la cessation de ses activités en plusieurs étapes :

- notification de cessation partielle pour le site sud par courrier du 13 janvier 2015,
- notification de cessation partielle pour une partie du site nord par courrier du 12 décembre 2015,
- notification de cessation pour le reste du site nord par courrier du 30 décembre 2016.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- cessation d'activité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 11/07/2011, article R.512-39-1	Sans objet
2	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le constat de la mise en sécurité du site n'est pas établi, notamment en raison de l'inaccessibilité d'un bâtiment dans la Zone nord et de la parcelle en friche dans la zone sud.

L'usage futur retenu pour la partie sud est un usage industriel.

Il n'y a pas d'accord sur l'usage futur pour la partie nord du site.

Concernant la partie nord, un rapport exposant la situation sera adressé au préfet afin qu'il se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée selon les critères mentionnés au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1 et qu'il fixe le ou les types d'usage qui devront être pris en compte par l'exploitant pour déterminer les mesures de remise en état.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-1
Thème(s) : Autre, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.
Constats : Le site se compose de 2 parties situées de part et d'autre de l'allée des peupliers : <ul style="list-style-type: none">• Une partie nord où se trouvent 2 bâtiments et une maison préexistants à l'exploitation du site;• Une partie sud où se trouve une friche industrielle, le parking d'un supermarché. Sur la partie nord, la maison qui était occupée et l'un des bâtiments qui était fermé n'ont pas été visités. Le site ne présente ni déchets ou produits résultants de l'activité de la société MBF. Le site est entièrement clôturé. Les investigations réalisées par l'exploitant sur les sols de la partie nord du site montrent une pollution généralisée aux métaux lourds avec également un impact aux hydrocarbures et aux PCB. Sur la partie sud, la zone en friche est clôturée du côté du parking. Cette zone n'est pas accessible et la visibilité sur la parcelle en friche est rendue impossible par le talus de terre situé à l'entrée de cette parcelle. Le reste des terrains est occupé par une partie du parking d'un supermarché. Les investigations réalisées par l'exploitant sur les sols de la partie sud du site montrent une pollution en carbone organique total et un impact ponctuel aux hydrocarbures totaux. Le constat de la mise en sécurité du site n'est pas établi notamment en raison de l'inaccessibilité du bâtiment sur la parcelle nord et de la parcelle en friche sur la partie sud.
Observations : L'exploitant devra s'assurer que l'ensemble du site soit accessible, notamment la zone en friche de

la partie sud et le bâtiment de la partie nord.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-2
Thème(s) : Autre, Consultation sur l'usage futur
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.</p> <p>II. — Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</p> <p>En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable.</p> <p>L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.</p> <p>III. — A défaut d'accord entre les personnes mentionnées au II et après expiration des délais prévus au IV et au V, l'usage retenu est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt.</p> <p>IV. — Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et au propriétaire du terrain, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au troisième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage prévu au III avec l'usage futur de la zone tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions de types d'usage pour le site.</p> <p>V. — Dans un délai de deux mois après réception du mémoire, ou de sa propre initiative dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord prévue au troisième alinéa du II, et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et du propriétaire des terrains, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée selon les critères mentionnés au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1. Il fixe le ou les types d'usage qui devront être pris en compte par l'exploitant pour déterminer les mesures de remise en état.</p> <p>Constats :</p> <p>Concernant la partie sud : L'exploitant par courrier du 30 décembre 2016 a procédé à la consultation sur l'usage futur du site. La SNCF propriétaire des terrains et la ComCom n'ont pas communiqué d'avis dans le délai de 3 mois. Leurs avis sont réputés favorables.</p> <p>L'usage futur retenu pour la partie sud du site est un usage industriel.</p> <p>Concernant la partie nord : L'exploitant par courrier du 30 décembre 2016 a procédé à la consultation sur l'usage futur du site. Il a proposé un usage futur industriel à la communauté de communes du pays de Wissembourg (ComCom) et aux propriétaires des terrains.</p>

Par courrier en réponse du 17 février 2017, les propriétaires ont émis un avis défavorable à la proposition de l'exploitant, les propriétaires réclamant qu'un usage d'habitation soit retenu compte tenu de la proximité du site avec des habitations et de la possibilité d'un usage d'habitation ouvert par le PLU. La ComCom n'a pas émis d'avis.

L'exploitant a réalisé par courrier du 03 octobre 2017 une seconde consultation de la ComCom et des propriétaires sur l'usage futur pour la partie nord du site. Par courrier du 21 décembre 2017, la ComCom a indiqué que l'usage industriel proposé par l'exploitant était « *dans le respect du règlement de la zone UB du PLUi* » et qu'elle n'avait « *pas d'observations particulières sur la proposition de l'exploitant* ». Les propriétaires ont de nouveau émis un avis défavorable.

Dans son courrier du 19 novembre 2018, l'exploitant a informé le préfet du désaccord des propriétaires des terrains sur l'usage futur industriel (II du R.512-39-2).

Une réunion de concertation s'est déroulée le 4 avril 2019 en présence de l'inspection des installations classées, des propriétaires et de leurs représentants, l'exploitant et la ComCom du Pays de Wissembourg. Cette réunion a permis de recueillir les avis des parties en présence.

En conclusion de cette réunion, le constat du désaccord sur l'usage futur de la partie nord du site a été de nouveau établi en présence de toutes les parties présentes.

Après consultation l'avis de l'exploitant et du propriétaire des terrains sur cet usage et en l'absence de transmission par la ComCom d'un mémoire sur l'éventuelle incompatibilité du site avec l'usage prévu, un rapport exposant la situation sera adressé au préfet afin qu'il se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée selon les critères mentionnés au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1 et qu'il fixe le ou les types d'usage qui devront être pris en compte par l'exploitant pour déterminer les mesures de remise en état.

Type de suites proposées : Sans suite